



**CONSULTATION PUBLIQUE : De nouvelles
fréquences pour les réseaux mobiles en
Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à Saint-
Barthélemy, à Saint-Martin et à Saint-Pierre-et-
Miquelon**

**REPONSE DE LA COLLECTIVITE
DE
SAINT-BARTHELEMY**

Question n°1. L'approche proposée ci-dessus pour vous semble-t-elle pertinente ? Pour quelles raisons ? Le cas échéant, quelles devraient être les modalités de ces obligations de déploiement ? Des dispositions relatives au partage de réseaux seraient-elles utiles ?

Si le taux de couverture du territoire par au moins un opérateur peut paraître relativement élevé si l'on en croit la carte, la réalité vécue localement est assez différente. En effet, la couverture par opérateur est très hétérogène et ne permet donc pas à un client d'un opérateur de bénéficier du service téléphonie mobile et d'internet mobile sur l'ensemble du territoire. La qualité de la couverture indoor est encore plus mauvaise. En situation de mobilité, de nombreuses coupures peuvent être observées à certains endroits du territoire.

Une couverture homogène du territoire par chaque opérateur ne pourra être atteinte sans mise en place d'obligation de partage de réseaux mobiles, idéalement par le partage d'installations actives. En effet, le seul partage d'infrastructures passive lorsqu'il serait possible ne sera pas efficace pour assurer une couverture homogène et une qualité de service que la population est en droit d'attendre aujourd'hui. La rareté et la cherté du foncier ainsi que la cherté de main d'œuvre locale ne sont pas de nature à favoriser une véritable concurrence par les infrastructures. Preuve en est la difficulté pour un nouvel entrant d'accéder au marché local ainsi que pour d'autres opérateurs pourtant déjà présents d'améliorer leur couverture depuis de nombreuses années déjà.

Les modalités de partage de réseaux (itinérance, mutualisation des fréquences) devront être identifiées au préalable avec les opérateurs en fonction des contraintes techniques qui leur sont propres. La Collectivité de Saint-Barthélemy n'a pas de préférence sur cette question qui relève plutôt d'une approche technique liée à l'interopérabilité entre les réseaux mobiles.

Question n°2. Combien de sites estimez-vous nécessaires pour répondre à l'ensemble des besoins décrits pour chacun des territoires ? Le déploiement de certains de ces sites présente-t-il une complexité particulière (en matière de collecte, d'alimentation électrique, de contraintes géographiques ou autre) ? Laquelle ?

Sans accompagnement de la Collectivité de Saint-Barthélemy en termes de maîtrise foncière des sites, il semble illusoire de voir de nouveaux sites émerger localement. Une étude de couverture est actuellement en cours en lien avec la Caisse des dépôts et devrait être en mesure d'identifier les meilleurs sites permettant d'assurer une couverture intégrale du territoire. Certains sites qui seront identifiés comme pertinents pourraient être assez complexe à déployer en raison de leur accessibilité limitée. Ces contraintes géographiques sont de nature à générer des contraintes d'alimentation en réseau.

Plutôt que de pousser à la seule technique visant la multiplication des sites d'opérateur pour améliorer la couverture mobile du territoire, la Collectivité de Saint-Barthélemy

estime qu'il convient d'encourager le partage de réseaux. Ce positionnement apparaît n'avoir que des avantages :

- Amélioration de la couverture mobile tous opérateurs confondus au bénéfice de la population (et des secours)
- Amélioration de la résilience des réseaux mobiles : un pylône devant accueillir les antennes de 4 opérateurs sera forcément plus haut et donc plus vulnérable aux phénomènes climatiques extrêmes
- Baisse des coûts d'entretien des équipements et possible mutualisation des équipes techniques devant intervenir en cas d'urgence

Question n°4. Une obligation en faveur de l'augmentation des débits fournis par les réseaux mobiles est-elle pertinente ? Pour quelles raisons ? Quelles difficultés pourraient compliquer l'atteinte d'un tel débit ?

Les sites existants ou à venir sont tous déjà fibrés ou peuvent l'être à court terme, la Collectivité disposant d'une BLOD et déployant une BLOM FttH. Une augmentation des débits mobiles n'est pas forcément importante à Saint-Barthélemy au regard de l'enjeu d'une couverture en téléphonie mobile de qualité sur toute l'île.

Question n°6. Quel état des lieux de la couverture mobile à l'intérieur des bâtiments et des besoins dressez-vous en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin et à Saint-Pierre-et-Miquelon ? Estimez-vous que l'instauration d'un dispositif favorisant l'activation de la voix sur WiFi (VoWiFi) permettrait de répondre aux éventuels besoins de couverture mobile à l'intérieur des bâtiments ? Le cas échéant, sur quels territoires ? D'autres dispositifs permettant d'améliorer la couverture des services mobiles à l'intérieur des bâtiments sur ces territoires vous paraissent-elles nécessaires, notamment dans l'objectif de faciliter une couverture multi-opérateurs ? Si oui, lesquelles ? Sur quels territoires ?

Sans amélioration de la pénétration des réseaux mobiles à l'intérieur des bâtiments notamment grâce à l'usage de fréquences basses (700 et 800 Mhz), compte tenu de la topologie de l'île, l'instauration d'un dispositif favorisant l'activation de la voix sur Wifi (ou de dispositifs de type femtocel) semble être de nature à avoir un impact favorable à l'enjeu de l'amélioration de la couverture à l'intérieur des bâtiments sur l'île de Saint-Barthélemy.

Question n°7. Identifiez-vous des besoins de compléments hertziens pour un service d'accès fixe à internet en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin ou à Saint-Pierre-et-Miquelon ? Pour répondre à ces besoins, est-il pertinent d'inclure dans l'appel à candidatures des dispositions incitant les opérateurs à offrir un service d'accès fixe à internet à partir de leur réseau mobile à très haut débit ? Pour quelles raisons ? Si oui, sur quelles zones géographiques ?

Compte tenu des travaux en cours de déploiement d'une BLOD FttH par la Collectivité (visant une couverture à 100% à horizon 2023), le recours à une boucle locale radio pour fournir un service d'accès fixe à internet apparaît inutile. Ainsi, il ne semble pas pertinent de prévoir une telle disposition pour le territoire de Saint-Barthélemy.

Question n°8. Des dispositions en faveur de la transparence concernant les pannes de réseaux et les déploiements prévisionnels sont-elles nécessaires ?

Compte tenu de nombre important de dysfonctionnements des réseaux mobiles, il paraît pertinent d'apporter à la population des informations plus régulières sur les pannes.

Question n°13. La mise en place de dispositions visant à limiter le déséquilibre des quantités fréquences en bandes basses entre opérateurs vous paraît-elle pertinente pour stimuler la concurrence dans les zones concernées ? Pour quelles raisons ?

Ce déséquilibre a pu être constaté à la suite de l'attribution des fréquences 4G. Il serait donc nécessaire que tous les opérateurs puissent bénéficier de fréquences en bandes basses afin d'assurer une couverture homogène de l'île et une pénétration plus satisfaisante des réseaux mobiles à l'intérieur des bâtiments. Sur un territoire de cette taille et compte tenu de l'étroitesse du marché local, la Collectivité suggère à l'ARCEP de favoriser une concurrence par les services, et non une concurrence par les infrastructures et les quantités de fréquences acquises.

Question n°35. Estimez-vous utile de procéder au regroupement des territoires ultramarins en zones d'attribution communes ? Si oui, quels regroupements vous semble-t-il pertinent d'adopter ?

Le territoire de Saint-Barthélemy doit être traité isolément des autres territoires ultramarins. Un regroupement, même avec l'île voisine de St Martin ne semble pas approprié tant les problématiques de couverture et globalement d'aménagement numérique du territoire sont différentes

Question n°40. Quel mécanisme de sélection vous paraît le plus approprié pour l'attribution de la bande 700MHz ?

Comme indiqué précédemment, l'attribution des fréquences à bande basse à tous les opérateurs présents sur l'île de Saint-Barthélemy devrait être la norme afin de répondre à l'enjeu d'amélioration de la couverture de l'île sans forcément démultiplier le nombre de sites (une telle multiplication des sites est trop difficilement envisageable au regard des contraintes locales déjà énumérées aux questions précédentes).